



# FAUT-IL VRAIMENT AVOIR PEUR DE TRUMP ?

# SOMMAIRE

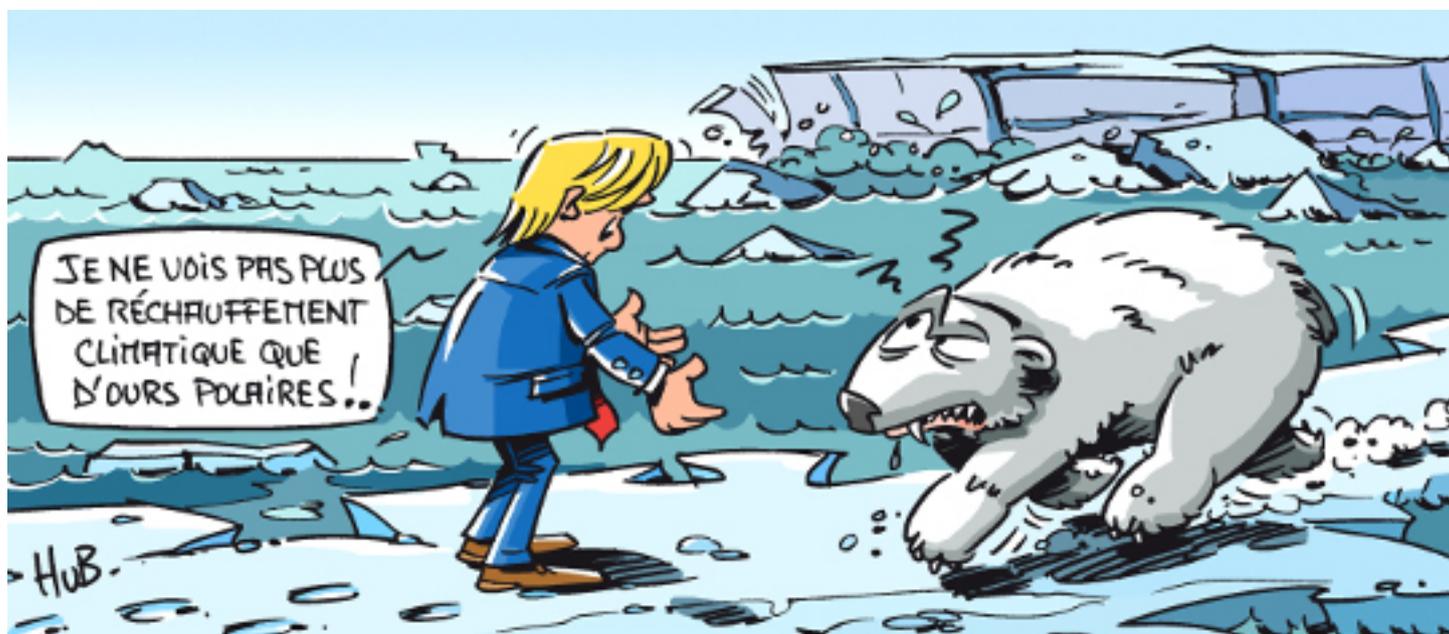
<b>SOMMAIRE</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>ENERGIE : LA GÉOPOLITIQUE FAÇON TRUMP</b>	<b>4</b>
▪ <b>LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE DE TRUMP SE HEURTE AU PRAGMATISME ÉCONOMIQUE</b>	<b>4</b>
▪ <b>TRUMP : VERS UNE NOUVELLE DONNE GÉOPOLITIQUE ?</b>	<b>7</b>
▪ <b>TRUMP, AU ROYAUME DES ÉNERGIES FOSSILES !</b>	<b>10</b>
<b>LA COP 21 EN DANGER ?</b>	<b>12</b>
▪ <b>TRUMP DÉNONCERA-T-IL L'ACCORD DE PARIS ?</b>	<b>12</b>
▪ <b>TRUMP PRÉSIDENT : QUID DE L'ENVIRONNEMENT ?</b>	<b>13</b>
<b>RECHERCHES, NUMÉRIQUE, INTERNET : QUE VA FAIRE TRUMP ?</b>	<b>16</b>
▪ <b>TRUMP INQUIÈTE LES GÉANTS DU NUMÉRIQUE</b>	<b>16</b>
▪ <b>TRUMP MENACE LA NEUTRALITÉ D'INTERNET</b>	<b>17</b>
▪ <b>TRUMP : VERS UN NOUVEAU PARADIGME ÉCONOMIQUE ?</b>	<b>18</b>

# INTRODUCTION

Energies fossiles, environnement, numérique, neutralité du net, recherche ... l'élection de Donald Trump inquiète dans les milieux scientifiques. A tort ou à raison ? Tour d'horizon de ses positions.

## ENERGIE : LA GÉOPOLITIQUE FAÇON TRUMP

# LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE DE TRUMP SE HEURTE AU PRAGMATISME ÉCONOMIQUE



Donald Trump s'est exprimé à plusieurs reprises sur les thématiques énergétiques lors de sa campagne. Relancer l'industrie charbonnière a été au centre de son plan énergétique pour l'Amérique, tout comme le gaz et le pétrole qu'il a opposés aux énergies renouvelables jugés bien trop chères. Un discours qui a fait mouche auprès d'une partie de l'électorat mais qui devrait rapidement se heurter au principe de réalité.

### Les grands axes

Donald Trump considère à juste titre l'énergie comme un maillon essentiel de la chaîne économique. Pour rendre sa grandeur aux États-Unis (« *Make America great again* »), le candidat a promis de lever toutes les barrières adminis-

tratives à l'exploitation des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) sur le territoire américain. En effet, durant les 8 dernières années de présidence, Barack Obama s'est efforcé d'amorcer au niveau fédéral un semblant de transition énergétique en élevant les contraintes environnementales ce qui mécaniquement défavorise les énergies polluantes. Donald Trump estime quant à lui qu'il faut libérer ces énergies du sous-sol de l'Oncle Sam pour créer des emplois et baisser le coût de l'énergie pour les ménages américains.

Cette stratégie énergétique repose également sur un climat-scepticisme avancé : le **concept de changement climatique** ? Un « canular inventé par les Chinois » pour affaiblir l'économie américaine selon le nouveau président élu qui a promis de sortir de l'accord de Paris sur le climat ([voir notre](#)

[article dédié](#)). De fait, le milliardaire propose une révolution énergétique dans laquelle les Américains retrouveront par l'exploitation tous azimuts de leurs réserves naturelles sur terre ou en mer leur indépendance énergétique. Dans son programme électoral, Donald Trump évaluait que l'abolition des mesures prises par l'administration Obama permettrait de recréer un demi-million d'emplois et baisser sensiblement le prix de l'énergie.

Dans cet pensée, une organisation cristallise les critiques du New-Yorkais : l'Environmental Protection Agency (EPA). Créée par Richard Nixon en 1970, c'est sur cette agence que repose la lourde tâche de protéger les Hommes et l'Environnement en faisant appliquer des réglementations contraignantes sur l'air, l'eau, etc. Donald Trump a annoncé qu'élus Président, il démantèlerait ou plus probablement quitterait les prérogatives de cette agence dont Obama s'est beaucoup servi pour orienter le modèle énergétique américain.

### **Ce qu'il va pouvoir (dé)faire**

Le nouveau président élu devrait avoir une marge d'action relativement confortable sur les thématiques énergétiques. D'abord parce que son élection s'accompagne d'une majorité Républicaine au Sénat et à la Chambre des Représentants, indispensable pour faire voter des lois importantes. « *Toutes les mesures d'ordre fiscal devront obtenir l'aval du Congrès mais les décrets présidentiels couvrent un spectre suffisamment large pour influencer la politique énergétique des Etats-Unis. Le nouveau président pourra en particulier réorienter les priorités de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) qui a développé ces dernières années un grand nombre de standards pour l'exploitation des énergies fossiles, l'industrie électrique ou encore le transport routier* », explique Carole Mathieu, chargée de recherche à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Par ailleurs, plusieurs lois introduites par le gouvernement précédant sont suspendues à des décisions des nombreux contre-pouvoirs présents aux Etats-Unis. C'est le cas de l'emblématique Clean Power Plan qui prévoit une réduction de 32% des émissions de gaz à effet de serre

liées à la production électrique d'ici 2030. « *L'abrogation du Clean Power Plan semble désormais très probable. Ce programme a été développé par l'EPA, sur instruction du Président Obama, et vise à réduire les émissions de CO2 des centrales électriques existantes. Aujourd'hui, la légalité de ce programme est contestée par des entreprises charbonnières et un certain nombre d'Etats. Sa mise en œuvre est suspendue jusqu'à l'épuisement des recours juridiques et donc une probable décision de la Cour suprême. La nomination d'un nouveau juge républicain risque de faire pencher la balance en défaveur du Clean Power Plan. Par ailleurs, même dans l'hypothèse où la légalité du plan serait confirmée, le Président pourrait empêcher sa mise en œuvre du fait de son contrôle indirect sur l'Agence de protection de l'environnement* », explique Carole Mathieu.

Les infrastructures énergétiques seront l'autre levier que le nouveau président élu pourra rapidement activé. En effet, Barack Obama s'est attirés les foudres de l'industrie de l'Oil&Gas pour avoir systématiquement refusé, lorsqu'il le pouvait (si le tracé passait par des terres fédérales), les nouveaux projets de construction d'oléoducs et de gazoducs. Techniques de l'ingénieur s'en était d'ailleurs fait l'écho lors des décisions prises pour Keystone XL et Dakota Access. Les promoteurs de ces infrastructures sont confiants de voir le nouveau locataire de la Maison-Blanche leur donner rapidement le feu vert.

### **Ce qu'il ne pourra faire**

Si les marges de manœuvre du nouveau président élu semblent importantes, les Etats-Unis restent un pays fédéral et à ce titre, les prérogatives énergétiques restent encore largement du ressort des Etats. « *La sortie des Etats-Unis du traité de Kyoto en 2001 à l'initiative du président Bush Jr n'a pas été suivie à l'époque par les Etats de New York et de Californie qui ont conservé leur plan environnemental et qui représentent près de 60 millions de personnes* » rappelle Thomas Porcher, docteur en économie à l'université Paris Panthéon-Sorbonne. De fait, si les Etats poursuivent leur engagement vers la transition énergétique – la Californie s'est fixé comme objectif d'intégrer 40% d'Enr d'ici 2030, New-York 50% en 2030 et l'Orégon 50% en 2040 -- l'Etat

fédéral ne pourra rien y faire, tout au plus ralentir le mouvement. « *Il est évident que cette élection aura un impact certain en mettant le gouvernement fédéral hors-jeu, mais cela n'empêchera pas la tendance de fond à l'économie verte* », déclarait Alden Meyer, directeur de la stratégie et de la politique de l'Union des scientifiques concernés lors de la COP22 au Maroc.

Même son de cloche du côté des entreprises leaders des énergies renouvelables. Interrogé par la rédaction, l'espagnol Iberdrola, bien que très exposé à travers sa filiale américaine Avangrid, ne considère pas que l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche puisse affecter sensiblement les plans d'investissements de la compagnie. Cette dernière prévoit toujours d'investir dans le pays plus de 2,8 milliards d'euros pour construire des parcs éoliens. « *Le cadre de rémunération des revenus éoliens aux Etats-Unis est en grande partie garanti grâce aux contrats de vente signés à long terme et aux crédits fiscaux à la production validés par les chambres parlementaires jusqu'en 2020* ». Un avis prolongé par Carole Matthieu : « *Sans inverser la tendance de fond, ces mesures peuvent très certainement ralentir le rythme de la transition vers un modèle énergétique sobre en carbone, sauf si elles sont contrebalancées par des politiques environnementales plus volontaristes à l'échelle des Etats fédérés* ».

### **Zones d'ombre et logique économique**

L'élection de Donald Trump a poussé un grand nombre d'acteurs dans une forte incertitude. Si les outrages verbaux du milliardaire avaient pour vocation de séduire un électorat anti-système, il n'en reste pas moins un pur produit de celui-ci. Par ailleurs, le candidat a déjà reculé sur certaines promesses qu'il avait fait comme renvoyer de force des millions de Mexicains dans leur pays. Cette question se pose naturellement sur l'industrie charbonnière que Trump a promis de ressusciter. Or, ses difficultés sont davantage issues d'une autre énergie fossile, en l'occurrence le gaz naturel, qu'aux contraintes environnementales imposées par l'ancienne administration : « *Le candidat Trump appelait à mettre un terme à la « guerre contre le charbon », mais prônait dans le même temps la libre concurrence entre*

*sources énergies et marquait son soutien à la technique de la fracturation hydraulique, à l'origine du boom des gaz de schiste. Or, les difficultés actuelles de l'industrie charbonnière sont avant tout liées à la concurrence du gaz, devenu très bon marché aux Etats-Unis. Le Président Trump devra nécessairement préciser son programme car il semble difficile de concilier les intérêts gaziers et charbonniers dans ce cas précis* », indique Carole Mathieu. Une équation d'autant plus insoluble que l'U.S. Geological Survey a annoncé le 15 novembre dernier une découverte majeure de gaz et pétrole de schiste au Texas. Selon les premières estimations de l'institut dépendant du département de l'Intérieur, Wolfcamp shale abriterait pas moins de 453 milliards de mètres cube de gaz naturel, soit trois fois plus que Bakken-Three Forks, le plus gros gisement continu découvert jusqu'à maintenant. De quoi faire encore sérieusement pencher la balance en faveur des petites molécules bleues.

D'autres propositions de Trump devraient sans doute pâtir de la réalité économique. C'est le cas des forages pétroliers en mer que le nouveau président-élu souhaite voir se multiplier six ans après l'accident de Deepwater Horizon/Macondo, le pire connu par les Etats-Unis avec quelque 4,9 millions de barils de pétrole relâchés en mer. Au-delà des risques pour l'environnement, les opérations offshore coûtent chères et ne sont pas rentable avec un prix du baril sous les 80\$ comme c'est le cas aujourd'hui. Ainsi, le feu vert du gouvernement ne sera pas suffisant pour convaincre les pétroliers de forer au large. Enfin, quelle place Donald Trump accordera-t-il finalement aux énergies renouvelables jugées à tort trop chères ? L'US Wind Association s'est dite prête à travailler avec le nouveau président pour le convaincre que l'éolien est devenu une des énergies les moins coûteuses et les plus pourvoyeuses d'emplois et d'impôts dans le pays. Reste à savoir si le pragmatisme économique l'emportera face au lobby pétrolier fort bien représenté derrière les vitres teintées de la Trump Tower.

**Romain Chicheportiche**

23/11/2016

# TRUMP : VERS UNE NOUVELLE DONNE GÉOPOLITIQUE ?

*Donald Trump ne connaît pas grand chose des relations internationales. Il va pourtant diriger la première puissance mondiale. L'axe principal de sa stratégie a été résumé dans le slogan « America First » (l'Amérique en premier) laissant entendre que les Etats-Unis n'avaient plus forcément vocation à intervenir militairement partout dans le monde. Un retour à l'isolationnisme du début du XXe siècle ? Rien n'est moins sûr.*

## L'isolationnisme version Trump

« Promouvoir les intérêts nationaux fondamentaux de l'Amérique, la stabilité régionale et réduire les tensions dans le monde ». Tel est la doctrine présentée par Trump sur son site de campagne. Si elle reprend le concept d' « America First », elle inclut également un volet extérieur peu en phase avec l'isolationnisme déclaré du candidat, mais qui n'est pas sans déplaire au complexe militaro-industriel américain, très écouté dans la majorité Républicaine. Ainsi, Donald Trump propose une augmentation sensible du budget militaire pour « augmenter la taille de l'armée américaine à 540 000 soldats actifs (contre 475 000 aujourd'hui), celle des marines à 36 bataillons et fournir à l'US Air Force les 1 200 avions de combat dont elle a besoin », explique-t-il.

Ces moyens nouveaux doivent permettre au 45ème président des Etats-Unis de « détruire Daech en s'aidant des alliés arabes », sans préciser de qui il s'agit. En revanche, un partenaire est clairement désigné dans cette quête : Vladimir Poutine. Donald Trump a répété qu'il entamerait un dialogue pragmatique avec le chef du Kremlin pour conjuguer leurs efforts en Syrie et en Irak. Un changement radical par rapport à l'administration Obama. Dans cette optique, le maintien au pouvoir de Bachar-EI-Asad serait

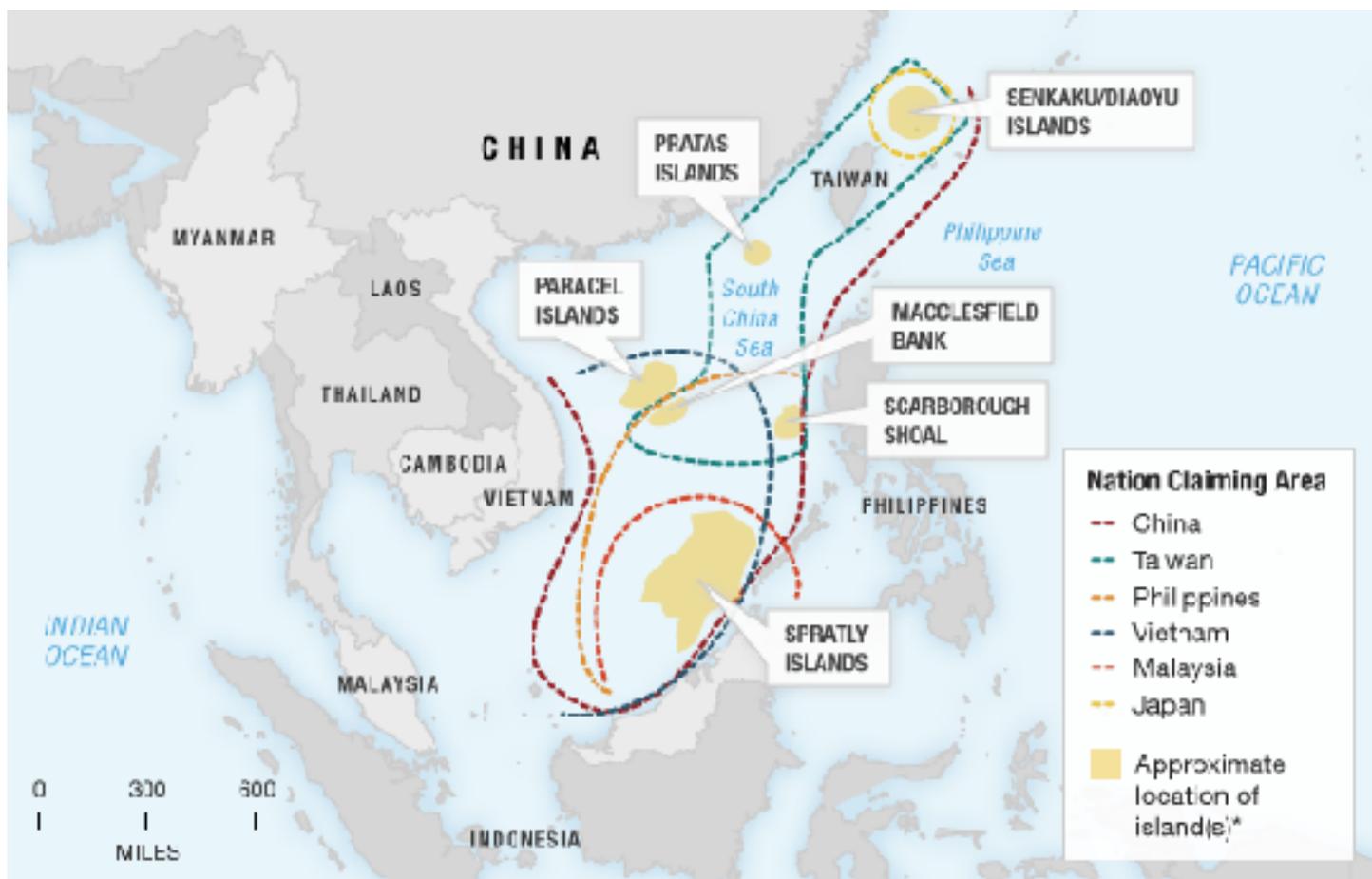


très probable.

A l'heure où étaient écrites ces lignes, Donald Trump commençait à constituer l'équipe qui formera son administration avec la nomination du général Michael Flynn, comme conseiller du Président sur les affaires de sécurité nationale. Un poste stratégique. Cet ancien chef de la Defense Intelligence Agency, remercié par Barack Obama, est connu pour son obsession de la menace islamiste qui le pousse parfois à l'amalgame avec la communauté musulmane. Par ailleurs, le général à la retraite James Mattis serait pressenti pour occuper le poste de Secrétaire à la Defense. Responsable en 2010 de toutes les forces au Moyen-Orient, il a été très critique à l'égard de l'accord nucléaire signé avec l'Iran. Sur ce point, malgré ses déclarations (« l'Iran est le plus grand sponsor mondial du terrorisme », selon lui), il est peut probable qu'il puisse revenir sur cet accord international validé de surcroît pas le Congrès américain.

## Une Europe fragilisée

Les leaders européens n'ont pas anticipé un éventuel retrait américain du Vieux Continent. Donald Trump a sévèrement critiqué le bilan de l'Otan et les trop faibles contributions des



Etats européens à cette dernière (les Etats-Unis financent à hauteur de 70% l'organisation). Le nouveau Président-élu devrait logiquement exiger des pays européens de revoir à la hausse leur budget sous peine de réduire le contingent américain en Europe. Une perspective assez réaliste pour que le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, sorte de sa réserve dans un plaidoyer publié dans la presse anglo-saxonne. Il y rappelle l'importance de la coopération transatlantique et la nécessité de garder une présence en Europe pour faire face à la Russie : « Il s'agit de dissuasion, pas d'agression. Nous ne cherchons pas à provoquer un conflit, mais à prévenir un conflit. Les bataillons de l'OTAN, qui comptent des milliers de troupes, ne peuvent être comparés à des divisions russes de dizaines de milliers de soldats. Notre réponse est défensive et proportion-

née. Mais elle envoie un message clair et sans équivoque : une attaque contre l'un des membres sera suivie d'une réponse de tous ». Une doctrine appliquée par les administrations précédentes, notamment la présidence Bush et son bouclier anti-missiles qui avait provoqué la fureur du Kremlin. La Russie estime en effet que depuis la chute de l'URSS, l'intégration continue dans l'OTAN de nouveaux membres issus de l'ancienne sphère soviétique constitue une provocation. Difficile de savoir quelle attitude adoptera Donald Trump sur le dossier européen mais les pays de l'Est sont logiquement les plus inquiets de voir les Etats-Unis se rapprocher de la Russie alors que cette dernière est plus active que jamais sur cette partie du continent (cf. l'annexion de la Crimée en 2014). Selon l'ancien ambassadeur américain en Russie Michael McFaul, l'Ukraine est la

« grande perdante » des élections américaines.

### **Quid de l'Asie ?**

La présidence Obama s'était caractérisée par un intérêt accru vers la zone Asie-Pacifique, devenue la priorité stratégique des Etats-Unis. Il existe bien sûr la menace historique nord-coréenne qui multiplie les [essais nucléaires](#), au grand dam de son frère ennemi au sud. Mais une autre guerre souterraine, potentiellement plus étendue, est actuellement en gestation. Durant ses deux mandats, l'administration Obama a élaboré une stratégie de pivot visant à endiguer la présence chinoise croissante dans cette région du monde. Se joue en effet une compétition acharnée pour le contrôle d'îles (ex : îles Spralesys, îles Paracels) mers et des détroits stratégiques. Pékin multiplie la construction d'îlots artificiels en mer de Chine méridionale pour y installer des bases navales, revendiquer par la suite sa souveraineté et s'assurer à terme une [position incontournable](#) dans le [trafic maritime](#) (voir carte). Un activisme condamné l'été dernier par la cour permanente d'arbitrage de La Haye saisi par les Philippines. Une sentence totalement ignorée par la Chine et qui inquiète au plus haut point ses principaux voisins : Japon, Corée du sud, des alliés historiques des Etats-Unis. Donald Trump va-t-il poursuivre le bras de fer avec la Chine pour tenter de maintenir la « liberté de navigation » dans cette région ? Cela fait partie des nombreuses interrogations qui restent à l'heure actuelle sans réponse. Il reviendra à Donald Trump de préciser quels choix stratégiques il entend adopter pour parvenir à son fameux « America First ».

**Romain Chicheportiche**

23/11/2016

# TRUMP, AU ROYAUME DES ÉNERGIES FOSSILES !

*Donald Trump, nouveau président des Etats-Unis, est climato-sceptique et pro-énergies fossiles. Sa politique énergétique devrait remettre en cause la transition enclenchée, au profit du charbon et des gaz de schistes américains.*

Si Trump n'a pas donné de détails concrets sur la politique énergétique qu'il compte mener, ses différentes déclarations durant la campagne donnent des idées sur ses intentions. Il adoptera certainement des politiques visant à augmenter l'extraction et la production des énergies fossiles et à assouplir les normes sur l'industrie. Il compte bien annuler plusieurs réglementations prises par l'administration Obama. Contrairement à son prédécesseur, Trump pourra compter sur le soutien du Congrès, à majorité républicaine, pour ne pas freiner ses réformes.

## **Priorité aux énergies fossiles**

Durant la campagne, Trump a annoncé qu'il dérégulerait le secteur énergétique et assouplirait la réglementation qui pèse sur l'extraction des énergies fossiles aux Etats-Unis. L'objectif : exploiter au maximum les énergies fossiles présentes dans le sous-sol terrestre, mais aussi sous les eaux fédérales, y compris en Arctique. « Trump, largement considéré comme un partisan important de l'industrie du pétrole et du gaz naturel, rejettera probablement toute tentative écologiste de freiner la production nationale de combustibles fossiles », estime le cabinet d'analyses S&P Global Platts. Le futur président américain devrait finalement autoriser TransCanada à construire le pipeline Keystone XL, alors que l'administration Obama l'a rejeté fin 2015, après des années de débat. Ce pipeline reliera le Canada au Golfe du Mexique pour transporter les sables bitumineux de l'Alberta vers les raffineries américaines.

Par ailleurs, Trump annulera probablement les efforts visant à instaurer de nouvelles normes d'émissions de gaz

à effet de serre pour les raffineries de pétrole. Il pourrait également affaiblir les normes futures de consommation de carburant pour les voitures et les camions. Malgré tous ses efforts futurs pour faire rebondir la demande en pétrole, la transition est néanmoins en marche. « Les gains d'efficacité déjà en place dans le parc automobile américain devraient déjà réduire la demande d'essence de 500 000 barils par jour d'ici 2020 », tempère S&P Global Platts.

Dans son objectif de stimuler la demande de combustibles fossiles à court-terme, Trump pourrait aussi mettre fin aux aides qui accompagnent le développement des énergies renouvelables. « Par exemple, une réduction du crédit d'impôt à l'investissement à 10%, contre 30% actuellement, réduirait la demande d'installation solaire de 60% », estime S&P Global Platts.

## **Revenir sur la politique d'Obama**

Trump a promis de démanteler, ou du moins réduire très fortement le pouvoir de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) qui, selon lui, crée « des normes à tout-va » et freine l'économie. Il devrait, par exemple, abandonner ou au moins affaiblir les efforts de l'EPA pour réglementer les émissions de méthane provenant des activités pétrolières et gazières. Il compte aussi annuler les règlements de l'administration Obama qui visent à freiner la pollution de l'industrie du charbon.

Trump aura le pouvoir de nommer entre un et trois juges à la Cour suprême pour influencer les décisions concernant les règlements environnementaux, si le Sénat approuve ces nominations. « Cela pourrait façonner l'équilibre idéologique de la cour pendant des décennies », prévient S&P Global Platts, car ces juges sont nommés à vie. Trump affectera aussi des postes clés à la tête de l'EPA, du Département de l'Energie et d'autres agences qui prennent des décisions touchant l'énergie.

Par Matthieu Combe, journaliste scientifique

09/11/2016

## LA COP 21 EN DANGER ?

# TRUMP DÉNONCERA-T-IL L'ACCORD DE PARIS ?

*Alors que se tient la COP22 à Marrakech, l'élection de Donald Trump à la présidence américaine inquiète les négociateurs. Climato-sceptique et pro-énergie fossile, sortira-t-il de l'Accord de Paris comme il a promis de le faire ?*

Durant la campagne électorale américaine, Donald Trump n'a pas caché sa défiance envers l'Accord de Paris entré en vigueur le 4 novembre. Il n'a pas hésité à qualifier le réchauffement climatique de « canular ». Prochainement à la tête d'un pays émettant 17,9% des gaz à effet de serre de la planète, Donald Trump a affiché son intention d'annuler cet accord. Car pour lui, « cet accord donne à des bureaucrates étrangers le contrôle sur la façon et la quantité d'énergie que nous pouvons consommer dans notre pays » et sa mise en oeuvre tuerait l'emploi et le commerce. Mais cela ne sera pas si facile. « Il ne peut pas, contrairement à ce qu'il a dit, dénoncer l'Accord de Paris » et « il ne peut pas empêcher sa mise en oeuvre », a affirmé Ségolène Royal sur [RTL](#) ce mercredi matin.

Dans les faits, bien que la procédure soit longue et compliquée, les Etats-Unis peuvent sortir de l'Accord de Paris. La durée du préavis est de 3 ans et le mandat de Trump sera de 4 ans. S'il veut s'assurer que son pays sorte réellement de l'Accord, il devra donc notifier son intention durant la première année de son mandat. David Levaï, chercheur en coopération internationale sur le climat à l'IDDRI et ancien membre de l'équipe française de négociations chargé du suivi du Gouvernement américain, veut rester optimiste. « Lorsque l'on dit quelque chose en campagne, on ne le concrétise pas forcément. On voit bien que toute l'économie s'est tournée vers les énergies renouvelables. Ce n'est pas dit qu'une administration Trump veuille vraiment remettre ça en cause », analyse-t-il.

Les Etats-Unis et la Chine ont joué un rôle moteur dans

l'Accord de Paris en avançant main dans la main. Cette dynamique peut changer, mais suffirait-elle à remettre l'ensemble du processus ? « Il va falloir redoubler de combativité pour gagner la bataille contre le climat, prévient la ministre de l'environnement. Il va falloir être extrêmement vigilant et riposter à chaque fois que des tentatives seront faites pour affaiblir cet accord ». « Pendant les négociations de la COP21, l'ambassadeur de France à Washington estimait qu'en cas d'administration Trump, les Etats-Unis seraient sur un strapontin pendant quatre ans dans les négociations, confie David Levaï. Ils se marginaliseraient comme le Canada l'a fait avec le Gouvernement Harper pendant un certain nombre d'années, mais cela n'empêcherait pas le reste du monde de se mettre en ordre de bataille ». La situation est donc complexe, mais la lutte contre le changement climatique devrait continuer, avec les Etats-Unis, de près ou de loin.

Par **Matthieu Combe**, journaliste scientifique

09/11/2016

# TRUMP PRÉSIDENT : QUID DE L'ENVIRONNEMENT ?

*Donald Trump sera désigné le 7 juin par le parti républicain américain pour porter les couleurs de la droite conservatrice aux prochaines élections américaines. Climato-sceptique convaincu, quelles politiques énergétique et environnementale le candidat républicain a-t-il l'intention de mettre en œuvre ? Sont-elles crédibles et quelles seront ses véritables marges de manœuvres ? Un début de réponse.*

« Le concept de réchauffement climatique a été créé par et pour les Chinois afin de rendre les usines américaines non-concurrentielles ». Ce sont par ces mots que **Donald Trump** abordait la question environnementale en 2012. Quatre ans plus tard, presque ou rien n'a changé.

## Priorité aux fossiles

Donald Trump a déjà annoncé à maintes reprises que s'il était élu Président, il mettrait fin aux diverses réglementations visant à contraindre industriels et consommateurs en général à adopter des mesures d'efficacité énergétique. Les avantages fiscaux attribués aux énergies renouvelables seraient quant à eux revus. Donald Trump est très proche du lobby pétrolier et considère les énergies fossiles comme une source de richesse et d'emplois aux Etats-Unis. A l'inverse, les énergies renouvelables seraient non concurrentielles et enrichiraient les constructeurs étrangers (notamment chinois).

Autre cible de Donald Trump : les agences fédérales de régulation, à commencer par la fameuse Environmental Protection Agency, considérée par ce dernier comme un frein au développement du tissu économique. Il a promis à ses électeurs de couper nettement leur budget pour réduire leur capacité de nuisance.

## Marge réduite

Interrogé sur la COP21, Trump a logiquement montré son désaccord et a annoncé qu'il renégocierait le texte une fois élu. Une affirmation qui pose la question de la capacité d'action de potentiel prochain Président américain. Pour beaucoup, cette menace de renégociation est irréaliste. On ne revient pas sur des traités internationaux de cette envergure. En revanche, le pays pourrait montrer la plus mauvaise volonté du monde à atteindre ses objectifs puisque l'accord n'est pas véritablement contraignant.

Sur le plan intérieur, ses marges de manœuvres seront plus grandes, notamment grâce à la fiscalité. Le charbon, première victime de la transition énergétique américaine, tient une place importante dans ses discours sur la destruction des emplois locaux. Trump a ainsi suggéré qu'il pourrait modifier la réglementation sur la pollution de l'air pour remettre les mineurs au travail. Une proposition dont l'impact réel est plus qu'incertain. En effet, l'abondance de gaz de schiste bon marché sur le territoire rend peu crédible le scénario d'un retour en force du charbon, même si celui-ci bénéficiait d'avantages fiscaux. Les énergies renouvelables (éolien et solaire en tête) sont quant à elles à la porte de la parité réseau.

## Déni

Pour se faire une idée de l'intérêt que porte Donald Trump à l'environnement, il suffit de regarder son programme sur son site internet. Pas un mot. Il faut dire que le changement climatique n'est pas vraiment un thème porteur de l'électorat républicain. Ou du moins ne l'était pas. La jeune garde républicaine est moins dogmatique que ses aînés sur cette question et peut-être moins liée au lobby pétrolier. Selon un récent sondage de Yale/George Mason, 56% des américains votant Trump admettaient le changement climatique. Une tendance qui pourrait coûter des voix au candidat républicain s'il persistait dans sa stratégie de déni.

En effet, bien que l'environnement ne soit certainement pas le thème majeur de la campagne qui s'annonce (l'économie, le terrorisme et l'immigration devraient monopoliser les débats), il pourrait faire perdre des points précieux au milliardaire. Son adversaire démocrate, Hillary Clinton ne manquera pas de s'appuyer sur ses positions très conservatrices pour montrer qu'il est hors de la réalité, notamment scientifique.

**Romain Chicheportiche**

25/05/2016



## RECHERCHES, NUMÉRIQUE, INTERNET : QUE VA FAIRE TRUMP ?

# TRUMP INQUIÈTE LES GÉANTS DU NUMÉRIQUE

*L'élection de Donald Trump à la Maison Blanche inquiète les géants du web. Notamment en raison de sa politique anti-immigration et de sa volonté de renégocier les accords de libre-échange.*

Le futur locataire de la Maison Blanche veut mettre fin à l'immigration illégale, mais aussi réduire le nombre de **visas H-1B** délivrés aux immigrants « *qualifiés ou spécialisés* » qui veulent travailler aux Etats-Unis. Une perspective inquiétante pour les grandes entreprises du web qui cherchent à attirer les ingénieurs et développeurs du monde entier.

Les géants du web sont aussi directement dans le collimateur de Donald Trump, en particulier Apple et Amazon. Le futur président *appelait au boycott des produits d'Apple lorsque la société refusait d'aider le FBI à casser le **chiffrement de l'iPhone** d'un des auteurs de la tuerie de San Bernardino. Il plaide donc pour une plus grande collaboration entre les géants du web et les forces de sécurité en cas de besoin. Lors de ses meetings, Donald Trump a régulièrement interpellé Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon. Il l'accuse d'avoir racheté le Washington Post dans l'unique but de peser sur la politique américaine et de payer moins d'impôts.*

Trump veut également forcer Apple et consorts à relocaliser la production de leurs produits aux Etats-Unis. Pour y parvenir, il compte revoir les accords de libre échange passés avec les pays d'Asie et d'Amérique centrale. Trump compte ainsi se retirer du traité Transpacifique de libre-échange, signé le 4 février 2016, mais pas encore ratifié par les Etats-Unis. Cela permettra d'éviter les importations incontrôlées de nombreux pays : l'Australie, le Chili, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, le Viêt-Nam et le Brunei. Il veut par ailleurs renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain avec le Canada

et le Mexique. En cas de désaccord, il menace tout simplement de l'abolir également. Dans cette perspective, les négociations sur le traité de libre échange Transatlantique (TAFTA) devraient rester en suspens.

En parallèle, Trump veut augmenter les taxes sur les **produits importés**, électroniques et chinois en particulier. Il estime que ces dispositions pourraient rapatrier des millions d'emplois dans le pays. Mais la révision des accords de libre-échange entre les États-Unis et d'autres pays, risque aussi probablement de faire chuter leurs ventes à l'étranger.

Plus globalement, Trump estime que les géants du web ne sont pas les moteurs de la croissance de demain. Digne de sa casquette de conservateur, il mise plutôt sur la relance de l'extraction des **combustibles fossiles** et des industries traditionnelles pour « *restaurer la grandeur de l'Amérique* ».

**Par Matthieu Combe, journaliste scientifique**

23/11/2016

# TRUMP MENACE LA NEUTRALITÉ D'INTERNET

*Loin des caméras, Trump pourrait menacer la neutralité et la gouvernance d'Internet. Retour sur quelques-unes de ses déclarations et intentions.*

La neutralité d'Internet veut que tout le trafic soit également traité, sans discrimination, limitation ni interférence, qu'importe l'expéditeur, le destinataire, le type, le contenu, l'appareil, le service ou l'application utilisée. Les géants du [web](#) défendent cette position, face aux fournisseurs d'accès à Internet, qui souhaiteraient faire payer les éditeurs pour moduler leur bande passante. Donald Trump s'est clairement positionné contre le concept de neutralité du net, en contradiction avec les positions de Barack Obama, qui s'est toujours prononcé en faveur de ce principe.

Sa sortie la plus remarquée remonte au moment où il était candidat à l'investiture républicaine. Il avait alors appelé à « fermer les parties d'Internet utilisées par l'EI ». Affichant son ignorance du fonctionnement d'Internet, il avait proposé de demander à « Bill Gates et d'autres gens qui comprennent vraiment ce qu'il se passe [...] peut-être dans certains endroits, de fermer Internet en partie, d'une manière ou d'une autre ». Mais une coupure à distance, opérée des Etats-Unis, semble peu vraisemblable, en raison de la gouvernance d'Internet et de la nature décentralisée du réseau.

Contrôlée par les Etats-Unis depuis 1998, l'Icann, la Société pour l'[attribution des noms de domaine](#) et des adresses IP dans le monde, n'est plus liée au gouvernement américain depuis le 1er octobre 2016. Le nouveau modèle prévoit une gouvernance multipartite internationale, composée de quatre collèges du secteur privé, de la communauté technique, des gouvernements et de la société civile. Mais pour Donald Trump, ce modèle risque de permettre à la Chine et à la Russie d'avoir un plus grand contrôle sur Internet. Reste à savoir s'il pourra revenir sur cette décision.

Le futur président des Etats-Unis pense aussi que son pays

doit [rivaliser avec les pirates](#) chinois, russes, ainsi que les terroristes. Sur [son site de campagne](#), il promet un réexamen complet des infrastructures, des défenses et des capacités « cyber » du pays. Cette mission serait confiée à une équipe constituée « d'individus issus de l'armée, des forces de l'ordre et du secteur privé ».

**Par Matthieu Combe, journaliste scientifique**

23/11/2016

# TRUMP : VERS UN NOUVEAU PARADIGME ÉCONOMIQUE ?

*La victoire de Donald Trump aux élections présidentielles tient en partie à son discours économique dirigé aux déçus de la mondialisation. Son plan de relance économique et de protectionnisme vise à « rapatrier aux Etats-Unis les emplois et les capitaux » partis à l'étranger.*

C'est par une vidéo de 2 minutes 30 que Donald Trump a balayé le 22 novembre les principales mesures qu'il comptait prendre lors des 100 premiers jours de sa présidence.

## Relance économique

Donald Trump l'a répété tout le long de sa campagne électorale, une de ses premières décisions sera le lancement d'un grand plan d'investissement dans les infrastructures pour rénover « les routes, les ponts, les ports et les aéroports ». Ce plan de relance - « Make America Great Again » - doit faire repartir la machine économique et reposer les bases du cercle vertueux de la croissance. Sur son site de campagne, le candidat calculait que pour chaque point de PIB investi, l'économie crée 1,2 millions d'emplois, estimant ainsi pouvoir générer pas moins de 18 millions de nouveaux emplois sur 10 ans (2 mandats présidentiels). Pour financer ce plan d'investissement massif (estimé au bas mot à 1 000 milliards de dollars), le Président mise sur des partenariats public-privé et des baisses d'impôts aux entreprises. C'est l'autre pilier de sa politique économique interne.

## Baisses d'impôts

Le Tax Plan est l'un des sujets sur lequel Donald Trump a donné le plus de détails. Il consiste en une baisse massive d'impôts pour les entreprises et les particuliers. Les Américains n'auront plus que trois tranches d'impôts (voir tableau) et tout revenu annuel inférieur à 30 000 dollars (28 269 €) sera non-imposable. L'impôt sur les successions

devrait également être supprimé.

Les entreprises devraient quant à elles voir leur taux d'imposition chuter de 35% à 15%, afin de convaincre les multinationales pratiquant l'**optimisation fiscale** de revenir au pays. Donald Trump propose d'accorder une seule grâce fiscale pour permettre de « rapatrier les profits détenus à l'étranger à un taux de 10% seulement ». Ce choc fiscal s'accompagnera de remise en cause des traités de libre-échange en vigueur ou en négociations.

## TPP mort-né

Le Partenariat trans-pacifique (TPP, en initiales anglaises) sera le premier à faire les frais du changement d'administration américaine. « Dès mon premier jour à la Maison Blanche, je notifierai ma volonté de sortir du TPP », a expliqué Donald Trump dans sa vidéo. Ce traité de libre-échange a été signé en février 2016 par douze pays ayant une façade sur le Pacifique (Etats-Unis, Canada, Mexique, Chili, Pérou, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Singapour, Vietnam, Malaisie et Brunei) à l'exception notable de la Chine. Il représentait 40% de l'économie mondiale et visait à harmoniser les normes administratives, fiscales, et **environnementales** pour favoriser les échanges. Le chef du gouvernement japonais, Shinzo Abe, premier chef d'Etat à rencontrer Trump après son élection avait prévenu qu'un retrait des Etats-Unis rendrait le TPP vide de sens. Au risque de favoriser le projet concurrent porté par la Chine : le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP). Il s'agit également d'un traité de libre-échange entre une organisation existante : l'Asean (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam) et l'Australie, Chine, Inde, Japon, Corée du sud et Nouvelle-Zélande.

Le nouveau Président-élu souhaite remplacer ces traités de **libre-échange** par des accords commerciaux « équi-

tables ». Faute de quoi Donald Trump a prévenu qu'il était prêt à rétablir des barrières douanières, « jusqu'à 45% pour les produits chinois ». Une promesse qui dépendra du Congrès très divisé sur la question. Les prérogatives du Président des Etats-Unis ne l'autorisent pas à imposer une taxe supérieure à 15%, et ce pendant 150 jours. Prolonger ce délai nécessiterait l'instauration de l'état d'urgence. Par ailleurs, il est plus que probable que de telles mesures seraient suivies des mêmes mécanismes de rétorsion en Chine contre les produits américains. Une perspective qui n'enchant guère les officiels chinois convertis au libéralisme économique. Le Président chinois, Xi Jinping, a d'ailleurs tenu à réaffirmé à Lima le 20 novembre la volonté de son pays « de continuer son intégration dans la mondialisation (...) en apportant plus d'ouverture à l'économie Asie-Pacifique ». La grande inconnue réside dans l'attitude du Congrès américain où les Républicains, majoritaires, sont très divisés entre partisans d'une ligne libérale d'une part et d'une ligne protectionniste d'autre part.

### **Inflation**

La politique économique présentée par Donald Trump n'est pas sans risque. Le premier est qu'en augmentant fortement les investissements (plan de relance) tout en diminuant les recettes fiscales (baisse d'impôts), le budget risque de devenir fortement déficitaire et que la dette se creuse encore davantage -- elle est estimée à 20 000 milliards de dollars, soit 106% du PIB. Un équilibre d'autant plus compliqué qu'avec l'instauration possible de droits de douane, les importations verront leur prix renchéri tirant l'inflation à la hausse. Se posera alors la question de la politique monétaire qu'adoptera la Réserve fédérale. La présidente de la FED, Janet Yellen, devrait être évincée par le Président qui n'a eu de cesse de critiquer les taux faibles qui alimentent la bulle économique. Pourtant, dans la stratégie de Trump, adepte du crédit, une hausse des taux directeurs semble très improbable selon les experts de Wall Street. Elle aurait comme conséquence une appréciation du dollar qui irait à l'encontre de l'objectif de réindustrialisation du nouveau Président. Une perspective d'argent bon marché visiblement appréciée par les marchés financiers en

grande forme depuis l'annonce de l'élection de Trump. Le Dow Jones a ainsi pris 1 000 points en dix jours.

**Romain Chicheportiche**

23/11/2016